

Une pensée pour nos camarades aviateurs décédés en Espagne

Sans aucun doute. Hier, le tocsin (Cf. [Wikipedia](#)) avertissait les villageois d'une menace imminente. L'ayant négligé depuis longtemps, ne sachant même plus reconnaître son signal, ne voulant pas l'écouter dans la tranquillité quotidienne d'une société anesthésiée, la menace s'est réalisée si intensément que désormais le tocsin ne cesse de résonner, sans doute d'une manière disproportionnée en raison de l'émotion qu'il diffuse mais réelle.

Des généraux, lanceurs d'alerte ignorés ?

Période où il apparaît aussi que des généraux, et c'est leur devoir, s'expriment sur internet ou sur d'autres médias. Comme d'autres avant eux, leurs avertissements, signaux d'alerte, ne devraient pas être négligés. Après tout, être lanceur d'alerte n'est pas réservé à quelques individus cités ensuite en exemple. De fait, l'aveuglement, parfois à la limite de la complaisance, de nos « élites » face à la menace djihadiste et sur la place de l'islam en France est légitimement jugé par ceux qui ont la mission de défendre la Cité.

Ainsi, le général Poncet le 24 janvier écrit au capitaine Djamel, officier parachutiste français de confession musulmane et cette lettre mérite d'être lue (Cf. [ASAF](#), www.asafrance.fr). Le général Delaunay, ancien chef d'état-major de l'armée de terre, s'est adressé à notre « intelligentsia », « *Alors, comme ça, vous êtes des Charlie?* » bien que ce style me semble bien peu correspondre au général mais aucun démenti n'est apparu. Dans un billet du 15 janvier 2015, le général Lalanne-Berdouticq souligne la différence entre les approches religieuses chrétienne et musulmane face à la violence (Cf. [Sa prise de position](#)).

En revanche, le 29 janvier, le général de Bavinchove, autre « terrien » mais en activité, a des propos bien plus prudents, « imaginant » beaucoup mais, la question bien que posée, ne veut pas déclarer que nous étions en guerre bien que le Premier ministre ait utilisé ce terme (Cf. [RMC](#)). Il est vrai qu'il a été écarté récemment d'un poste de chef d'état-major malgré son expérience opérationnelle, décision au niveau du cabinet du ministre de la défense.

Tous réagissent à l'émotion suscitée par les attaques de janvier mais, tout en les condamnant fermement, refusent cet amalgame commode qui dissimule des caricaturistes bien peu bienveillants envers les institutions derrière les atteintes à la liberté d'expression en France, l'assassinat de Français de confession juive, expression utilisée par l'exécutif.

Les généraux et les militaires sont là pour défendre la Cité notamment en avertissant des menaces identifiées. Encore faut-il que les politiques mais aussi les opinions publiques en soient convaincues et pèsent sur ces mêmes politiques. C'est le cas désormais.

Enfin, je remarque que seuls des généraux de l'armée de terre s'expriment. Marins et aviateurs ne s'expriment pas. En raison de cultures d'armée différentes ? Il est vrai l'armée de terre combat et vit au milieu des populations.

Les Français après les attentats, un sondage éclairant

Le Monde a sorti un premier sondage approfondi sur les effets d'après-7-janvier (Cf. [Le Monde](#)

[du 28 janvier](#) et [du 29 janvier 2015](#)). Ainsi, les Français approuvent majoritairement toutes les mesures qu'on leur suggère « *pour lutter contre l'extrémisme religieux* ».

53% des sondés pensent que le pays est en guerre. Près des deux tiers (63%) de ceux qui le pensent considèrent que « *nous gagnerons* » cette guerre ! En conséquence, 50% des personnes interrogées considèrent que la France doit « *augmenter* » son engagement militaire, 40% qu'elle doit le maintenir à son niveau actuel et surtout seuls 9% souhaiteraient le voir diminuer. Quand l'ennemi est visible, l'effort de défense est plus facile à justifier et le politique peut difficilement se soustraire à cette attente forte.

84% des personnes interrogées qui affirment que notre pays est en guerre pensent que celle-ci est dirigée contre « *le terrorisme djihadiste uniquement* »; seulement 16% contre « *l'islam en général* » mais 51% des personnes interrogées considèrent que la religion musulmane « *n'est pas compatible avec les valeurs de la société française* ».

La France n'est en guerre contre l'islam mais je me répète : l'islam, religion parmi d'autres, doit se soumettre aux lois de la République et ne pas tenter de remettre en question son fonctionnement, encore moins le mode de vie de la société française. La seule identité acceptable n'est pas religieuse mais l'adhésion pleine et complète à la Nation et à ses principes. La laïcité peut y contribuer.

La revue Inflexion de janvier 2014 sur l'Ennemi

Hasard du calendrier, La revue « Inflexions » de l'armée de terre a publié la semaine dernière à la Documentation Française son numéro semestriel (Cf. [Sommaire d'Inflexions](#)) consacré à l'Ennemi. Ce dossier tombe bien à propos avec des articles pourtant livrés en septembre 2014. Il représente une opportunité intellectuelle pour se poser les questions nécessaires à la sûreté de notre société.

L'Ennemi virtuel hier, présumé, est là depuis le 7 janvier 2015. Triste prémonition mais retour à la dure réalité. Cerner et expliquer qui il est pour le combattre constitue donc à tous les échelons civils et militaires un point de départ intellectuel essentiel à la définition d'une stratégie appropriée à la menace. Cela n'a pas été fait depuis des années comme je le montre dans mon article inclus dans ce dossier.

Certes, la question est de savoir si une démocratie comme la France peut désigner un ennemi. Elle ne le fait plus depuis bien longtemps mais l'Autre, par son comportement hostile et agressif, fait de lui un ennemi et conduit à sa désignation sans ambiguïté. La démocratie n'a pas d'ennemi mais elle est l'ennemi des acteurs de violence qu'ils soient religieux, politiques ou autres. Les djihadistes se sont conduits comme des ennemis. Ils devront être traités comme tels.

Cependant, ceux qui les soutiennent sans exercer une violence physique quelconque devront aussi être combattus mais nous sommes en temps de paix. Comment allons-nous faire face à un ennemi moins visible que le combattant armé lui-même, plus idéologique, plus subversif, toujours en appui des combattants ?

Pour conclure

Je reprendrai une partie de la conclusion de mon article : « notre démocratie a un ennemi et cela n'est pas antinomique avec nos principes. Notre ennemi existe. Il est djihadiste, il est fanatique et il méprise nos valeurs ». Pour lui répondre, nous devons construire un rapport de force qui lui indique clairement le risque majeur qu'il prend en nous étant hostile. Encore faut-il que notre détermination soit au rendez-vous. Nous devons donc nous réapproprier la notion d'ennemi et qualifier de tel celui que nous combattons pour de nombreuses années. Le tocsin résonne dans la Cité !